Les Union Départementales FO, CGT, FSU, SUD Solidaires de Hérault soutiennent les nombreuses actions revendicatives et grèves en cours. Elles considèrent plus globalement que pour contrer l'offensive généralisée qui touche les salariés du privé comme du public, les chômeurs comme les jeunes et les retraités, il est temps d'y opposer **une riposte d'ampleur qui suppose de construire les conditions d'une grève interprofessionnelle nationale.**

Elles appellent les salariés actifs, retraités, chômeurs, du privé comme du public,

à faire grève et à manifester

le 18 mars 2014 à partir de 14h30

à Montpellier au PEYROU

La manifestation empruntera le Boulevard du Jeu de Paume, la Rue Maguelone, l'Avenue Foch, et se terminera à la Préfecture.

Les déclarations du Président de la République du 14 janvier dernier confirment une politique d'austérité qui dégrade les conditions de vie du plus grand nombre, notamment des salariés, précaires et privés d'emploi. Déjà, en 2013, les nouveaux reculs sur les retraites et « l'accord interprofessionnel » (ANI) témoignaient d'un cap maintenu pour continuer à démanteler les conquêtes sociales dans notre pays.

La rigueur budgétaire et l'abaissement du coût du travail voulus par le patronat, et soutenus par l'actuel gouvernement, c'est l'application entre autre des traités européens ayant un seul objectif : l'austérité et son cortège de récessions d'une part , l'augmentation des profits des actionnaires d'autre part.

Les UD FO, CGT, FSU, US Solidaires considèrent au contraire que la croissance économique passe par la satisfaction de revendications urgentes, en particulier :

-

L'augmentation des salaires et des retraites (bloqués dans de nombreux secteurs, dont la Fonction Publique, depuis 5 ans) qui génère plus de consommation donc plus d'emplois, plus de recettes pour la sécurité sociale et plus de rentrées fiscales pour financer les services publics,

-

L'arrêt des licenciements, des suppressions d'emploi, délocalisations et fermetures d'usine, la préservation des emplois industriels et publics,

-

Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein et l'abrogation des régressions opérées depuis 1993, pour favoriser entre autre l'embauche en CDI des jeunes, dont 25 % sont au chômage,

-

L'arrêt de tous les accords dits de « compétitivité », qui détériorent les conditions de travail des salariés et amputent leur pouvoir d'achat,

-

L'accès pour tous à une protection sociale de haut niveau.

Contre le pacte de responsabilité qui vise à entrainer les organisations syndicales dans la mise en œuvre de la rigueur, les UD FO, CGT, FSU, SUD Solidaires de l'HERAULT exigent :

-

Le maintien du financement de la branche famille par les cotisations employeur, partie intégrante du salaire (30 milliards d'€uros)

-

L'annulation de la baisse des dépenses publiques annoncées (68 milliards sur la dépense publique dans les 4 ans à venir)

-

La défense des services publics et l’arrêt des réformes en cours